



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2856  
28 avril 2023  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# LUTTE OUVRIÈRE

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# Premier Mai Vive l'unité internationale des travailleurs !



**Séoul, en Corée du Sud**



**Manille, aux Philippines**



**Istanbul, en Turquie**



**Athènes, en Grèce**



**Paris**

**Mayotte**  
**L'ignoble opération  
du gouvernement**

Pages 2, 3, 4

**Iran**  
**Grèves et  
contestations**

Page 9

**27, 28 et 29 mai**  
**La fête de Lutte  
ouvrière**

Page 16

**Leur société**

- Gouvernement : des casseroles multiples 3
- Macron : mépris et mensonge 3
- Mayotte : l'ignoble opération Wuambushu 3
- Mayotte - Comores : un fossé creusé par la France 4
- Opération infamie 4
- Le 29 avril, manifestation contre la politique anti-immigrés 4
- Immigration : Darmanin fait les poubelles du RN 5
- Flagrant délit de mensonge ? 5
- 1<sup>er</sup> Mai : contester le pouvoir du capital 5
- Salaires : une nécessité, l'échelle mobile 6
- Consultations médicales : une aumône de 1,50 euro 6
- Pacte enseignant : travailler plus pour gagner moins 7
- animateurs - Saint-Denis 7
- Lycée Victor-Hugo - Marseille 7
- Logement : catastrophe en marche 11
- Phosphine dans les céréales : le capitalisme a un grain 11
- SNU : pas bienvenu à Nantes 11
- Chlordécone : quand des vérités refont surface 12
- Autoroute A69 - Castres : encore une histoire de gros sous 12
- Visite de la ministre : les oiseaux en rien encore 12

**Dans le monde**

- Soudan : les généraux s'affrontent, la population paie 8
- États-Unis : paquets de mensonges et de dollars 8
- Iran : grèves pour les salaires et contestation du régime 9
- Grandes manœuvres en exil 9
- Un documentaire sur la Palestine 9
- Russie : la guerre profite aux oligarques 10
- Ukraine : revers de fortune... 10

**Dans les entreprises**

- Téréos 13
- CAF de Metz 13
- Orange Télécom 13
- TMS : à bas les cadences infernales 13
- RATP Bus 14
- Ateliers TGV Villeneuve-Saint-Georges 14
- Tisséo - Toulouse 14
- Stellantis - Poissy 15

**Agenda**

- Fête régionale 3
- La fête de Lutte ouvrière à Presles 16

# Le 1<sup>er</sup> Mai, manifestons pour nos retraites, nos salaires, et l'unité des travailleurs contre le nationalisme et la xénophobie!

Alors que le combat contre la retraite à 64 ans n'est pas terminé, le gouvernement allume un contre-feu sur l'immigration, pour diviser le monde du travail. Mayotte, le 101<sup>e</sup> département français, située dans l'océan Indien, est au cœur de cette campagne anti-immigrés.

Darmanin vient d'y lancer l'opération de police Wuambushu, qui se veut spectaculaire. Il a déployé 1800 policiers et gendarmes, des CRS, des membres du RAID et du GIGN, des magistrats et installé un centre de rétention provisoire. L'objectif est de démanteler les bidonvilles habités par les immigrés en situation irrégulière et d'en expulser 10000, essentiellement vers les Comores.

Autrement dit, à Mayotte, la chasse aux pauvres est ouverte! Darmanin peut raconter ce qu'il veut, parler de délinquants et inventer de potentiels terroristes islamistes, il a ordonné la démolition de ce qui est le seul refuge pour des milliers de familles pauvres, comoriennes comme mahoraises. Ce sont des pauvres, avec ou sans papiers, qu'il va faire arrêter et peut-être expulser. Ce sont des familles pauvres qu'il va séparer et déchirer.

À Mayotte, les hôpitaux, les écoles et toutes les infrastructures sont sous-dimensionnées pour une population croissante qui vit à plus de 70% sous le seuil de pauvreté. Une partie de la jeunesse est la proie de bandes armées violentes vivant du racket et du vol. Mais le responsable de cette situation invivable, et d'abord pour les pauvres de Mayotte, toutes origines confondues, est l'État français qui ne met pas les moyens pour juguler cette pauvreté.

Comme de bien entendu, la droite et l'extrême droite accusent l'immigration venue des Comores. Il n'y a rien de plus écoeurant! C'est la France qui a colonisé les Comores. Puis, au moment de leur indépendance, elle a détaché Mayotte de l'archipel avec un référendum arrangé. Il y a cinquante ans, les habitants des autres îles des Comores ont donc été transformés en étrangers, et la France, avec sa métropole à 8000 km, a gardé le pouvoir à Mayotte.

Cette fois, les défenseurs de la « nation française » ne peuvent pas utiliser des différences de couleur de peau, de religion ou de culture pour dresser les Français de Mayotte contre les immigrés: ils font partie du même peuple! Alors, cette opération n'est rien d'autre qu'une campagne infecte orchestrée par un gouvernement en mal de démagogie nationaliste et raciste.

La politique de la France aux Comores est à l'image de la politique impérialiste qu'elle a imposée à toutes ses ex-colonies en Afrique et au Maghreb.

Sur tous les continents, pour piller des régions entières et exploiter leur main-d'œuvre, les grandes puissances ont découpé les États dans la chair des peuples. Elles ont ainsi concentré les richesses et le progrès humain entre les mains de la bourgeoisie impérialiste et plongé le reste du monde dans un océan de misère et dans des conflits incessants entre les peuples. Ce sont ces fauteurs de misère et de guerres qu'il faut empêcher de nuire!

Nos dirigeants et nos exploiters nous mettent en concurrence entre travailleurs, entre femmes et hommes, entre nationaux et immigrés. Ils voudraient nous voir nous déchirer pour les miettes qu'ils nous laissent. Ne les laissons pas nous diviser pour mieux écraser nos sœurs et nos frères d'exploitation! Beaucoup de travailleurs ont besoin de circuler pour gagner leur pain, eh bien, cette revendication doit être celle de tous!

Il faut répondre à la lutte de classe menée par le grand patronat avec la conscience que nous faisons partie d'une seule et même classe ouvrière internationale. Le 1<sup>er</sup> Mai incarne cette perspective car il a été choisi par les travailleurs des différents pays pour être une journée de luttes communes.

C'est aussi, cette année, la date que les organisations syndicales ont choisie pour continuer d'exprimer notre opposition à la

retraite à 64 ans. À nous de faire que le 1<sup>er</sup> Mai 2023 sorte de l'ordinaire, avec des cortèges plus massifs que d'habitude! Soyons nombreux, aussi, à affirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'ils constituent par-delà les frontières une même classe sociale.

Avant nous, dans tous les pays, des générations de travailleurs ont fait grève et ont, bien souvent, été en butte à la répression, le 1<sup>er</sup> Mai. Ils se sont battus pour les revendications ouvrières mais aussi contre le capitalisme, sa mise en concurrence des peuples, ses ravages sur la planète, son nationalisme, ses guerres.

Ils affirmaient que les travailleurs ont intérêt à en finir avec l'exploitation et l'oppression des pays pauvres par les pays riches et qu'ils en ont la force. Ils affirmaient la nécessité de la révolution sociale à l'échelle internationale. Montrons que cette perspective est toujours vivante!

Nathalie Arthaud



Des blindés contre les pauvres.

MORGAN FACHE

## Gouvernement : des casseroles multiples

Des concerts de casseroles, poêles, couvercles et louches accompagnent actuellement Macron et ses ministres lors de leurs déplacements.

Pour célébrer ironiquement l'anniversaire de sa réélection, pour signifier clairement que ses paroles ne valent pas d'être écoutées, pour faire entendre bruyamment un refus réitéré de la réforme des retraites, des manifestants font ainsi tinter les oreilles présidentielles.

Alors qu'il tente de tourner la page, après son coup de force sur les retraites, en descendant ostensiblement de son piédestal pour aller présenter dans les régions ce qu'il appelle ses « grands chantiers », Macron peine à rencontrer la moindre marque de satisfaction. Dans le Bas-Rhin à Mutterholz, dans l'Hérault à Ganges, et jusqu'à Ostende en Belgique, dès son arrivée annoncée le président a été reçu par des manifestants en colère contre son mépris, et contre une réforme toujours majoritairement rejetée.

Jusque dans les déserts médicaux où il s'est rendu le 25 avril visitant, en compagnie du ministre de la Santé, Vendôme et sa maternité menacée, Macron n'a pu échapper à la présence de centaines de manifestants. Périmètre de sécurité, forces de police, interdiction préfectorale des cortèges, rassemblements et interdiction de l'usage de « dispositifs sonores amplificateurs de son », curieux nom pour les casseroles, rien n'y a fait. « C'est pour réveiller notre président, pour qu'il arrête de se foutre de nous », commentait un métallo retraité.

Quant aux ministres, quels que soient les exercices obligés auxquels ils se livrent ces derniers temps, ils reçoivent le même accueil fait de refus, de quolibets et de colère. Et même si Darmanin s'est désolidarisé des uniformes qui ont confisqué les casseroles et les boîtes de conserve des manifestants, en invoquant une « mauvaise interprétation des gendarmes », la ridicule interdiction dans l'Hérault des « dispositifs sonores portatifs » avait été précédée, dans le Bas-Rhin, de « dernières sommations

avant l'usage de la force ».

Car malgré l'impopularité qu'il suscite, ainsi que l'ont démontré des millions de manifestants, des sondages réitérés et jusqu'aux concerts de casseroles, Macron persiste. Après l'attaque frontale contre les

retraites, les chômeurs, la santé et les services publics, il en prépare de nouvelles séries dans le cadre de ses « grands chantiers ». Fondé de pouvoir de la classe des capitalistes, Macron veut en défendre les intérêts jusqu'au bout, quoi qu'il en coûte aux travailleurs. Ceux-ci n'y répondront pas que par des casseroles.

Viviane Lafont



À Nice, le 24 avril.

### Mépris et mensonge

En septembre 2018, lors des Journées du patrimoine, Macron était interpellé par Jonathan, jeune titulaire d'un CAP d'horticulture sans travail. Cinglant, le président lui avait lancé : « Je traverse la rue, je vous en trouve ! »

Un an plus tard, le jeune travailleur ainsi médiatisé en avait trouvé, lui aussi. Mais, loin d'accéder à un CDI, il avait enchaîné les emplois saisonniers, en tant que cariste, prêt à se déplacer à des centaines de kilomètres.

Cela n'a pas suffi à Macron qui, quatre ans et demi plus tard, a osé lui décocher encore une flèche venimeuse, dans son interview au *Parisien*. Affichant le même mépris, Macron a menti : « À l'époque, il [Jonathan] n'a jamais traversé la rue, il a refusé plein de jobs et n'a jamais voulu bosser dans un autre secteur. » Ce que Jonathan peut penser de Macron, des milliers de voix l'ont crié dans la rue.

V. L.

### AGENDA

#### Fête régionale

##### Marseille

Dimanche 7 mai à partir de 11 heures

À Gardanne, parc de Valabre

Navette gratuite à partir de Marseille devant la faculté Saint-Charles à 10 heures et 12 heures. Retour en fin d'après-midi.



Un bidonville à Koungou (Mayotte).

## Mayotte : l'ignoble opération Wuambushu

Le 24 avril le tribunal judiciaire de Mamoudzou a suspendu provisoirement la destruction d'habitations insalubres sur la commune de Koungou, qui devait être le point de départ de l'opération policière dite Wuambushu.

Le tribunal a jugé que ce « décasage » violent aurait privé de logement, non seulement des personnes n'ayant pas de papiers en règle, mais aussi leurs voisins et des membres de leur famille ayant la nationalité française. Ce sursis obtenu par les habitants qui veulent résister à la brutalité de l'État met en évidence que la pauvreté et l'habitat indigne ne frappent pas que des immigrés, clandestins ou pas, mais aussi des Mahorais reconnus français. Il n'en reste pas moins que ce distinguo de nationalité n'existe que pour l'administration française, car tous sont des pauvres de culture comorienne, contraints de vivre sans électricité ni eau courante dans des bidonvilles qu'ils ont eux-mêmes construits avec les moyens du bord.

Devant la misère qui se généralise et les conditions de vie qui s'aggravent à Mayotte, le président, le ministre de l'Intérieur, le préfet et bien des notables locaux n'ont qu'une seule cible : les Comoriens considérés comme clandestins et accusés de tous les maux. La frange de voyous livrés à eux-mêmes qui rendent la vie difficile, et encore plus aux pauvres, a été fabriquée par la misère et surtout par les lois et règlements privant des enfants de leurs parents expulsés vers les Comores.

Nulle part les compagnies de CRS n'ont mis fin à la délinquance. La surveillance accrue des barques « kwassa-kwassa », qu'empruntent les Comoriens en quête d'une vie un peu moins dure à Mayotte, par des radars et des avions de surveillance financés par la récente augmentation du budget militaire, ne rendra pas les rues de Mamoudzou

plus sûres. 1 800 gendarmes et CRS ne feront pas couler de l'eau potable dans les canalisations, n'éclaireront pas les quartiers à électricité intermittente, ne donneront pas des cours dans des salles de classe insuffisantes, ne soigneront pas les malades dans des infrastructures de santé sous-dimensionnées.

Ralenti par la décision judiciaire et par le refus de l'État comorien de laisser accoster des bateaux qui transporteraient des expulsés de Mayotte, le gouvernement français ne désarme pas. Il prévoit des semaines de répression qui ne mèneront qu'à plus de misère et de désarroi en désorganisant la vie sociale et les solidarités qui permettent de survivre dans les quartiers les plus pauvres.

Les politiciens locaux abondent dans la démagogie anti-immigré, tel le vice-président du conseil départemental qui est allé jusqu'à comparer les jeunes Comoriens à des terroristes, ajoutant : « Il faut peut-être en tuer. » Devant le tollé soulevé, il a dû se rétracter, mais ce propos infâme souligne l'impasse dans laquelle conduit la politique gouvernementale.

La mise en scène orchestrée par Darmanin, accessoirement pour sa propre promotion, vise à dédouaner l'État et ses relais locaux de leur incurie et à embrigader une partie de la population derrière les forces de répression. Il serait dangereux de croire qu'elles agiront pour protéger les braves gens contre les délinquants. L'objectif est de faire accepter l'exploitation et la misère à tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

Lucien Déroit

## Mayotte - Comores : un fossé creusé par la France

**Le gouvernement justifie la destruction des bidonvilles et l'expulsion de milliers de Comoriens de Mayotte en disant qu'ils y sont en situation irrégulière. Mais cette irrégularité, c'est l'impérialisme français qui, pour conserver un point d'appui dans cette région du monde, l'a créée de toute pièce.**

Mayotte est la première des quatre îles qui furent colonisées par la France en 1841. Anjouan, à 70 kilomètres à l'est de Mayotte, visible selon le temps et l'heure, Mohéli et Grande Comore quelques dizaines de kilomètres plus loin, ont intégré l'empire colonial français en 1886 comme des protectorats sous la direction du gouverneur de Mayotte tandis que Mayotte gardait son statut de colonie.

Dès le début, l'impérialisme français prit soin de cultiver la division entre Mayotte et les trois autres îles. Il amena à Mayotte jusqu'aux années 1960 argent, emplois, administration, au détriment des autres îles. En 1961, en pleine vague de décolonisation, l'État

français concéda à la petite bourgeoisie des Comores une large autonomie pour préparer l'indépendance mais, en parallèle, il préparait les esprits des Mahorais, les habitants de Mayotte, à la sécession. En 1966, la capitale administrative de l'archipel fut transférée de Dzaoudzi, à Mayotte, à Moroni sur Grande Comore. Du jour au lendemain, ce fut le marasme à Mayotte. Les emplois liés à l'administration, la moitié des emplois, étaient partis, il y avait pénurie dans les magasins, à l'hôpital... Et les Mahorais eurent à faire face à l'arrogance des nouveaux fonctionnaires, après des dizaines d'années de traitement de faveur. Le gouvernement français, qui s'appuyait sur

des réseaux d'extrême droite pour organiser la lutte pour « Mayotte française » contre les indépendantistes locaux, voulait donner ainsi aux Mahorais un avant-goût de ce qui les attendait s'ils suivaient les Comoriens dans l'indépendance.

En 1972, Pierre Messmer, secrétaire d'État de Pompidou aux DOM-TOM, assurait aux leaders mahorais que « *Mayotte, française depuis 130 ans, peut le rester autant d'années si elle le désire* ». Les résultats du référendum de 1974 furent sans surprise : 94 % des électeurs des quatre îles votèrent pour l'indépendance. Cependant, alors que 99 % des Grands Comoriens, des Anjouanais et des Mohéliens avaient voté pour l'indépendance, à Mayotte 65 % votèrent contre. Pour enfoncer le coin, le gouvernement français organisa un deuxième référendum, île par île. Les indépendantistes locaux étant partis ou ayant été physiquement réduits au silence, les Mahorais restants votèrent à 98,8 % pour demeurer dans la République française.

Chaque année, de 1976 à 1994, les Comores ont revendiqué auprès de l'ONU le retour de Mayotte dans l'ensemble comorien. Chaque année, l'Assemblée générale de l'ONU a condamné la France, affirmant illégale la sécession, mais ça n'a fait ni chaud ni froid à l'impérialisme français. Pendant ces mêmes vingt années, les Comores devinrent le terrain de jeu des barbouzes et des diplomates français, paralysant toute possibilité



Le mercenaire Bob Denard en novembre 1989 après l'assassinat du président comorien.

de remettre en cause la séparation de Mayotte et empêchant aussi tout développement économique.

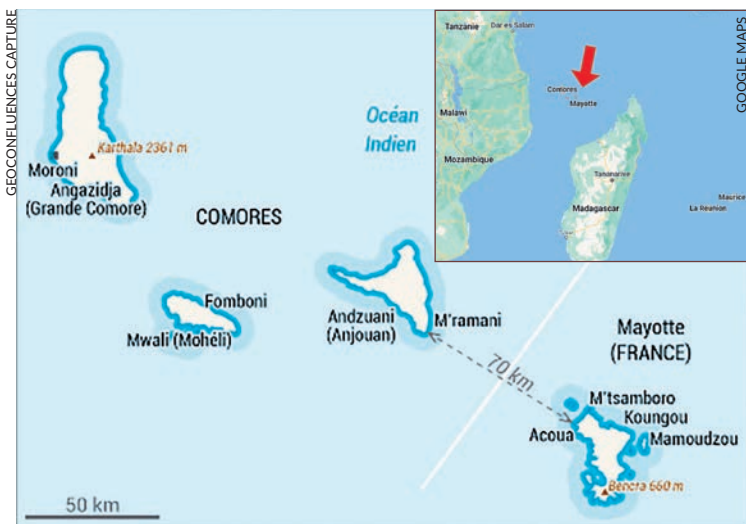
Ainsi, depuis 1975, les Comoriens ont dû subir vingt-trois coups d'État ou tentatives de coup d'État. Quatre présidents en exercice ont été assassinés, deux ont été déportés ou exfiltrés. En 1978, le Français Bob Denard et ses mercenaires renversèrent le régime en place. Pendant onze ans, jusqu'à l'assassinat du président en exercice et leur exfiltration par les services français en 1989, ces mercenaires accomplirent la sale besogne de la Françafrique, réprimant les opposants, éliminant les leaders politiques, contrôlant l'économie, n'oubliant pas de se servir au passage. Ainsi, pendant plus de vingt ans, l'impérialisme français n'eut rien à craindre pour sa position dans la région.

Depuis, l'État français a continué à creuser le fossé entre Mayotte et les Comores. Dans cet ensemble où auparavant la circulation était libre, un visa est

obligatoire depuis 1995. Les contrôles et les expulsions se sont multipliés. Le bras de mer séparant Anjouan de Mayotte est devenu un cimetière pour des milliers de Comoriens ayant voulu fuir la misère sur des bateaux de fortune, les kwassa kwassa, cherchant à esquiver les patrouilles de gendarmerie.

Dans la dernière période, l'impérialisme français a renforcé ses liens avec Mayotte, lui donnant, en 2011, le statut de département. Mayotte hérita ainsi des quelques installations nécessaires à la présence de l'impérialisme et de ses soldats et de quelques infrastructures et budgets, bien insuffisants. Bien que la pauvreté frappe plus des trois-quarts des 300 000 habitants, elle est un havre pour les familles qui crèvent de misère dans les autres îles de l'archipel. Les prétendus immigrés, ceux qui, avec tant de Mahorais, peuplent les bidonvilles, ne le sont que parce que l'impérialisme a creusé un fossé entre les îles et entre leurs habitants.

**Serge Benham**



## Opération infamie

**Communiqué de Jean-Yves Payet pour Lutte ouvrière - La Réunion, le 24 avril.**

Darmanin, le premier flic de France, a mobilisé à Mayotte un contingent de près de 2 000 policiers et gendarmes pour une vaste opération de « décasage » et d'expulsion de Comoriens considérés comme des clandestins.

L'État français aura beau faire la chasse aux pauvres et les expulser vers leur pays d'origine, il n'empêchera pas

de nouvelles arrivées de migrants à Mayotte car c'est la misère dont la France est grandement responsable qui pousse ces pauvres gens à prendre la mer au péril de leur vie. Darmanin prétend qu'il y aura des relogements. De qui se moque-t-il ? Déjà la plupart des Mahorais eux-mêmes vivent dans des conditions effroyables sans eau potable, sans électricité !

En désignant les étrangers comme responsables de tous les maux que connaissent les Mahorais, le gouvernement de Macron attise la haine entre les Mahorais et leurs frères comoriens, et rajoute de la violence à la violence. Il tente de faire ainsi diversion pour éviter la contestation de sa politique coloniale qui a fait de Mayotte le département le plus pauvre de France. Non à l'opération Wuambushu !

## Le 29 avril, contre la politique anti-immigrés

Dans la surenchère raciste à laquelle se livrent le gouvernement Macron et les Ciotti, Le Pen, Zemmour et autres qui font de la chasse aux migrants leur fonds de commerce, le projet de loi Asile et immigration de Darmanin revient sur le devant de la scène. Mis en difficulté par le mouvement contre la retraite à 64 ans, le gouvernement cherche

à faire diversion.

Contre les politiques migratoires du gouvernement, contre l'opération de police Wuambushu à Mayotte, de nombreuses associations de soutien aux immigrés auxquelles se joint Lutte Ouvrière appellent à manifester.

**À Paris, la manifestation partira de la Place de la République à 14 heures.**

## Immigration: Darmanin fait les poubelles du RN

Lors de son allocution et d'une interview au *Parisien* du 24 avril, Emmanuel Macron a donné le « la » à son gouvernement pour tenter de faire oublier son impopularité croissante. Le sujet était tout trouvé: une nouvelle loi sur l'immigration.

De nouveau les travailleurs immigrés sont rendus responsables de tous les maux et le président souhaiterait concocter une nouvelle loi, la trentième depuis 1980 permettant de faire diversion. Il y aurait deux volets à cette loi, l'un permettrait la régularisation de sans-papiers dans les métiers dits en tension, c'est-à-dire ceux pour lesquels les patrons ne trouvent pas preneurs tant les salaires sont bas. Cela concernerait 7 000 travailleurs, qui se verraient octroyer pour prix de leur exploitation une carte de séjour à renouveler tous les ans. L'autre volet de la loi consisterait à renforcer l'arsenal répressif contre les sans-papiers et à accélérer

les expulsions. Par exemple, le travailleur immigré débouté de sa demande de droit d'asile ne pourrait plus déposer de recours. Et le gouvernement veut également durcir les conditions du regroupement familial.

Les lieutenants de Macron, pour faire bonne mesure, ont assorti ces annonces de petites phrases toutes plus crasseuses les unes que les autres. Pour faire oublier les attaques contre les retraites et l'inflation, quoi de mieux que la démagogie raciste? Bruno Lemaire s'est par exemple précipité pour affirmer: « Nos compatriotes, légitimement, en ont ras le bol de la fraude. Ils en ont ras le bol de voir des personnes qui



peuvent toucher des aides [...], les renvoyer au Maghreb ou ailleurs alors qu'elles n'y ont pas droit. Ce n'est pas fait pour ça le modèle social. » Alors que, d'après la Cour des comptes, la fraude patronale aux cotisations sociales s'élève à 20 milliards et que la seule fraude fiscale serait de 80 à 100 milliards d'euros, la fraude aux prestations sociales se situerait

entre 1 et 3 milliards d'euros, et ne concerne pas, loin s'en faut, que les immigrés.

Même Darmanin a été obligé de le reconnaître mais, pour ne pas être en reste, il s'est empressé d'assimiler la délinquance aux étrangers, affirmant: « Nous sommes pour un seul texte qui permette à la fois la lutte contre la délinquance étrangère, aux étrangers d'avoir

des papiers, si et seulement s'ils parlent français et en même temps de bien intégrer ceux qui sont sur notre sol national » en ajoutant: « Je pense que l'on peut s'entendre avec Gérard Larcher sur ce point. » L'un des problèmes du gouvernement est en effet de trouver une majorité sur ce texte.

Macron et le gouvernement sont prêts à tout pour concurrencer Le Pen sur le terrain de la démagogie raciste la plus basse, afin de rester au pouvoir... et de continuer les attaques contre l'ensemble du monde du travail. Mais ce n'est pas cette diversion sur le dos des travailleurs immigrés qui fera oublier que, français ou immigrés, les travailleurs forment une même classe et qu'ils ont intérêt à lutter ensemble contre l'offensive patronale.

Aline Urbain

## Flagrant délit de mensonge ?

« Côté immigration, nos procédures sont beaucoup trop longues. Les délais explosent, les gens finissent par trouver un travail, s'établissent et sont protégés par d'autres règles. Donc, ça ne marche plus », a osé dire Macron dans son interview au journal *Le Parisien*.

Fuyant la misère ou la répression, de nombreux travailleurs se retrouvent dans les pays européens, après avoir couru parfois les pires risques pour leur vie. Ils trouvent du travail dans des conditions souvent difficiles, pour ne pas dire plus. C'est le cas de nombreux travailleurs, dont ceux de DPD, Chronopost et RSI, organisés dans le collectif de sans-papiers de Vitry-sur-Seine et en grève depuis plus d'un an pour demander leur régularisation.

Il y a un peu plus de six mois, à la demande de la députée communiste Elsa Faucillon, une délégation a été reçue par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin. Celui-ci a dit qu'il allait examiner les dossiers « de la façon la plus humaine », précisant qu'il voulait « être gentil avec les gentils » et qu'il donnait un récépissé provisoire aux 83 grévistes de

RSI Gennevilliers, à titre « expérimental ».

Le 7 avril, le cabinet de Darmanin a fait que seuls 18 d'entre eux allaient recevoir une réponse favorable. Les 65 restants se retrouveraient donc de nouveau expulsables. Dans *Le Parisien*, un des porte-parole des sans-papiers dénonçait: « Nous sommes très, très en colère. Depuis six mois, on travaille en règle, sous notre vraie identité et on se retrouve expulsable ? On a tout fait dans les règles et cela va se retourner contre nous ! »

Tous ont retrouvé du travail dans le bâtiment, la restauration... alors qu'ils travaillaient déjà avant. Mais il n'a pas du tout été tenu compte de ces six mois de travail. L'arbitraire le plus total a régi ces courriers et c'est le gouvernement qui vient de rendre des dizaines de salariés... sans papiers.

Correspondant LO



## 1<sup>er</sup> Mai: contester le pouvoir du capital

L'intersyndicale a appelé les travailleurs à faire du 1<sup>er</sup> Mai un nouveau temps fort du mouvement contre la réforme des retraites, promulguée le 15 avril et qui, selon Macron, devrait prendre effet le 1<sup>er</sup> septembre.

La lutte contre la réforme des retraites doit en effet continuer le 1<sup>er</sup> Mai et au-delà, non seulement parce que c'est une attaque directe mais parce qu'elle en prépare d'autres. L'inflation réduit chaque jour le pouvoir d'achat des salaires et des pensions, l'État sabre tous les budgets utiles à la population, le patronat fait pression sur l'emploi et les conditions de travail, le gouvernement multiplie les tentatives de division entre travailleurs

en calomniant chômeurs, immigrés, sans-papiers, fonctionnaires, etc. Plus sombre encore, la situation internationale, l'augmentation parallèle des budgets militaires et des discours guerriers, la crise économique où s'enfoncent le système capitaliste préparent de nouvelles catastrophes.

C'est précisément parce que tout se résume et se résout par la lutte entre exploités et exploités, capitalistes et prolétaires, que le mouvement ouvrier

international a proposé, en 1890, de faire du 1<sup>er</sup> Mai la journée de lutte internationale des travailleurs. Il s'agissait d'affirmer ce jour-là dans les rues, partout dans le monde, qu'il n'y avait qu'une seule classe ouvrière et qu'elle représentait le seul avenir possible pour l'humanité, sans exploités et donc sans frontières et sans guerre. Cela est plus que jamais d'actualité.

Au-delà de la question des retraites, c'est aussi cette perspective que Lutte ouvrière affirmera dans les cortèges du 1<sup>er</sup> Mai avec tous ceux qui voudront la rejoindre.

Paul Galois

## Salaires : une nécessité, l'échelle mobile

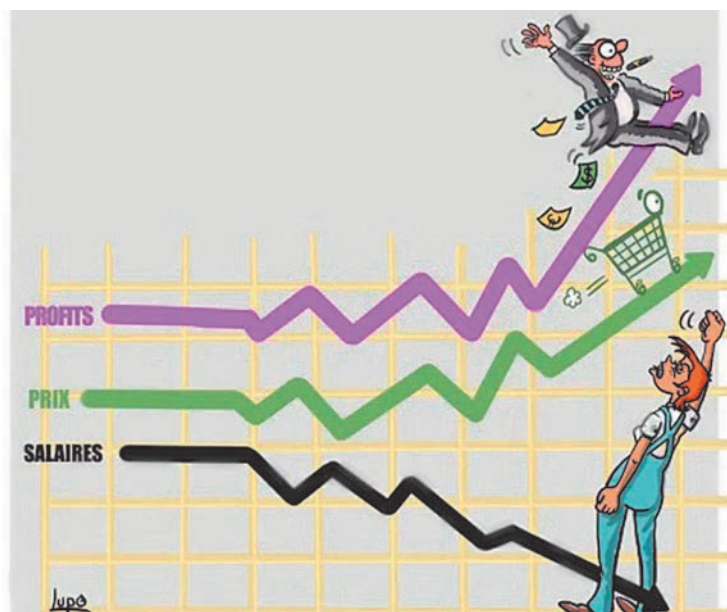
« L'inflation ne fera que passer », disaient les responsables politiques et les dirigeants patronaux. Cela fait maintenant des mois que les prix ne cessent d'augmenter et que les hausses se propagent d'un secteur à l'autre de l'économie.

Officiellement, l'inflation, tous produits confondus, était en mars de 5,7% sur un an. Mais ce chiffre ne rend pas du tout compte de la réalité que vit l'immense majorité de la population. Selon l'Insee lui-même, pour les couches populaires, l'augmentation effective des prix atteint près de 10%. Car les biens de consommation courante, qui représentent l'essentiel des dépenses de ceux qui ne roulent pas sur l'or, sont ceux dont les prix ont le plus augmenté.

Par exemple, le gazole se vend en ce moment en moyenne 1,85 euro le litre. En mars 2021, il était à 1,40 euro le litre. Cela représente une hausse de 32% sur deux ans. Dans les grandes surfaces, sur un an, les prix alimentaires ont augmenté de 15,9%. Mais on a appris, grâce à la guerre

commerciale entre industriels de l'agroalimentaire et distributeurs qui a fait la une de la presse, que de nouvelles hausses importantes devraient avoir lieu dans les mois qui viennent. Cela pourrait aboutir à une hausse moyenne des prix alimentaires de près de 25% par rapport aux prix de début 2022.

Depuis l'annonce des profits record des groupes du CAC 40, des journalistes et des économistes découvrent, comme si c'était une révélation, que ces grands groupes ont profité de l'inflation pour accroître leurs marges. Un nouveau terme est même apparu pour décrire cela : la « profitflation ». Quelle grande découverte ! À qui les hausses de prix auraient-elles bien pu profiter si ce n'est à ces grands groupes ?



En réalité, bien plus qu'un effet d'aubaine, c'est une politique délibérée des grands trusts qui est à l'origine du retour de l'inflation. D'abord les groupes pétroliers ont fait monter les prix, en prétendant qu'avec la transition écologique l'augmentation était inévitable. Puis la guerre en Ukraine et les sanctions contre le pétrole et le gaz russes ont donné

un formidable coup d'accélérateur à leur politique et tous les prix de l'énergie ont explosé.

Les géants des autres secteurs de l'économie ont appliqué une stratégie similaire. Les grands armateurs ont réussi à multiplier par trois ou quatre le coût du transport maritime des conteneurs en réduisant le nombre de navires en

activité au moment du déconfinement post-Covid. Les constructeurs automobiles, eux, ont axé leur production sur les véhicules haut de gamme. Cela a entraîné une pénurie de modèles bon marché, au point que certains véhicules d'occasion, immédiatement disponibles, se sont vendus plus cher que des véhicules neufs. Cela a permis en 2022 à tous ces groupes de faire des profits exceptionnels : TotalEnergies a réalisé près de 20 milliards d'euros de bénéfices, l'armateur français CMA-CGM plus de 23 milliards et Stellantis, l'ex-groupe PSA, presque 17 milliards.

De ce point de vue, l'année 2023 risque de ressembler à 2022 en pire. L'inflation va continuer et, pour les travailleurs, le seul moyen d'y faire face est d'imposer au grand patronat des hausses de salaire permanentes, compensant au minimum les hausses de leurs dépenses, c'est-à-dire une échelle mobile des salaires.

**Pierre Royan**

## Consultations médicales : une aumône de 1,50 euro

Le gouvernement vient d'annoncer que le tarif des consultations médicales augmentera fin octobre de 1,50 euro. Chez le médecin généraliste en secteur 1, il faudra donc payer 26,50 euros au lieu de 25 et chez le spécialiste en secteur 1 – quasiment introuvable aujourd'hui – ce sera 31,50 euros au lieu de 30.

Ces augmentations dérisoires avaient déjà été refusées par les médecins, qui avaient fait grève et fermé leurs cabinets plusieurs jours fin 2022 pour réclamer, pour certains une consultation à 30 euros, et à 50 euros pour d'autres. Le ministre de la Santé avait hurlé à « l'irresponsabilité » et les négociations ayant été rompues, il avait nommé Annick Morel, ancienne inspectrice des Affaires sociales, pour procéder à un « arbitrage ». En pratique, cette haute fonctionnaire « arbitre » a repris purement et simplement le 1,5 euro de Braun, tout en proposant de poursuivre les négociations si les médecins veulent obtenir davantage.

Les médecins sont bien sûr unanimes à refuser cette augmentation de 5 à 6% qui ne rattrape même pas l'inflation actuelle. Selon la

présidente du syndicat MG France : « Ce n'est pas une hausse, on acte une diminution de nos revenus ». Et s'ils se disent prêts à continuer à discuter, la plupart des médecins n'entendent pas passer sous les fourches caudines du gouvernement. Celui-ci leur proposait un « contrat d'engagement territorial » en échange d'une augmentation un peu plus importante. Les médecins devaient accepter de prendre plus de malades, de travailler les samedis matin, des gardes de nuit et de week-end, et même de déménager pour s'installer dans un « désert médical ». Étant le plus souvent déjà débordés, ils ont refusé des propositions qui relevaient de la provocation.

Les promesses n'engageant que ceux qui y croient, affirmant que les 700 000



malades chroniques qui n'ont pas de médecin traitant en auront un avant la fin de l'année. Pour y parvenir les médecins pourraient facturer 60 euros la consultation pour ces malades. Macron a aussi promis une aide financière pour recruter des assistants médicaux – 10 000 fin 2024 contre 4 300 aujourd'hui – qui permettraient aux médecins de passer moins de temps à faire de l'administratif.

En visite mardi 25 avril dans une maison de santé de Vendôme, dans le Loir-et-Cher, le président en a remis

une couche. Dans ce département « sinistré » où 24% des habitants n'ont pas de médecin traitant, où une pétition circule pour obtenir « 200 médecins supplémentaires par an en Centre-Val de Loire », faute de quoi « on est en train de crever », Macron annonçait qu'il allait tout changer, avec davantage de médecins formés, de maisons de santé... sans dire d'où il allait les sortir.

Les médecins ont raison de refuser les miettes du gouvernement et de réclamer une augmentation des tarifs des consultations. Ils

ont tout aussi raison de dénoncer la situation dramatique des hôpitaux, des services d'urgence encombrés et des cabinets médicaux où les conditions de travail deviennent insupportables. Tout cela est le résultat d'une politique délibérée de restrictions budgétaires, menée depuis des décennies et à laquelle les « macroneries » du président ne changeront rien. C'est aussi cette politique que les médecins doivent combattre, de concert avec le reste de la population.

**Cédric Duval**

## Pacte enseignant: travailler plus pour gagner moins!

Le gouvernement promettait en début d'année 10% d'augmentation de salaire pour tous les enseignants. Il annonce maintenant une prime de moins de 100 euros net par mois pour tous.

Mais comme le gouvernement peine de plus en plus à recruter de nouveaux enseignants, il a ajouté une autre nouvelle prime dite d'attractivité: les stagiaires et certains débutants vont ainsi gagner au total 230 euros de plus et commenceront leur carrière avec 2076 euros net par mois pour espérer toucher 2 500 euros après vingt ans.

Quant aux autres travailleurs des établissements scolaires, comme les assistants d'éducation (AED), ou les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH), ils sont tout simplement ignorés! Les syndicats ont unanimement rejeté le nouveau pacte proposé par le gouvernement.

Les enseignants – comme les autres catégories de travailleurs – continuent de voir leur pouvoir d'achat baisser. Le gouvernement le sait si bien qu'il leur

propose de se porter volontaires pour de nouvelles tâches. Elles pourraient être rémunérées jusqu'à 375 euros mensuels mais représenteraient une surcharge de travail.

Cette proposition a tout d'un piège. Une fois volontaire, l'enseignant ne pourrait pas refuser la mission qu'on lui proposerait. Les heures supplémentaires ainsi effectuées seraient moins bien rétribuées qu'une heure supplémentaire habituelle. Et cela permettrait au gouvernement de faire semblant de régler la grave question des remplacements sans embaucher dans les établissements scolaires. Ainsi, si le professeur de mathématiques est absent pendant deux semaines, le professeur d'histoire pourra prendre ses heures pour faire de l'histoire. Autant dire que cela ne résoudra

Et si j'augmentais votre salaire de 1% ?  
En échange de 20% de travail en plus !



en rien la perte des heures de cours de mathématiques. En revanche, de tels dispositifs, sans augmenter leur salaire de base, vont alourdir la charge de travail des volontaires. Pourtant, d'année en année, cette charge grandit parce que les effectifs de classes augmentent, parce que les tâches s'accumulent faute de personnel et que les réformes changent les programmes.

Alors, ce pacte est bien un marché de dupes.

Aline Urbain

## Animateurs – Saint-Denis: la colère

Mardi 18 avril, 70% des cantines des écoles de Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, étaient fermées suite au mouvement de grève des animateurs. Réunis devant la mairie puis en assemblée générale, ils ont dénoncé la continuelle aggravation de leurs conditions de travail.

À la rentrée, les animateurs avaient fait plusieurs mouvements de grève car ils se retrouvaient avec parfois 40 enfants chacun, alors que les taux d'encadrement prévus étaient déjà passés de 12 à 14 enfants en maternelle et de 14 à 18 en élémentaire. La mairie prétextait alors des difficultés de recrutement. Il ne faut pas s'étonner qu'elle ne trouve pas preneur, vu qu'elle propose aux animateurs à temps partiel 200 euros par mois pour assurer la cantine, sans même rembourser 50% du passe Navigo. Quant aux animateurs qui sont embauchés à temps plein, ils touchent 1400 euros net par mois avec les primes, pour commencer parfois à 7 heures le matin et assurer la cantine et le centre de loisirs le soir.

Dans ces centres de loisirs, ils doivent gérer des groupes d'enfants dont certains présentent différents handicaps. Auparavant, il ne pouvait y avoir plus d'un enfant handicapé par groupe. Désormais c'est trois, et les animateurs en découvrent parfois de nouveaux qui n'avaient pas été signalés.

Après plusieurs inspections, le service départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports avait mis en garde la municipalité pour le non-respect des normes, menaçant de fermer les établissements pour mise en danger des enfants. La seule réponse de la municipalité a été de menacer de blâmes et de sanctions les directeurs de centre.

Cerise sur le gâteau,

récemment, la municipalité a annoncé que les animateurs auraient moins de RTT et qu'ils ne pourraient pas poser qu'au bon vouloir de leur direction. Certains font 47,50 heures par semaine pendant les vacances, ne voient plus le bout du tunnel et sont révoltés par une telle mesure. Et comme si cela ne suffisait pas, la municipalité a décidé de mettre en place une clause de mobilité, sans tenir compte des nombreux projets que les animateurs développent dans leurs écoles, dans des quartiers où ils ont tissé un lien social avec les familles. Cette mobilité vise à casser des équipes très soudées et à briser un secteur bien présent dans tous les mouvements sociaux de la ville.

En assemblée générale, les animateurs ont décidé et voté un plan de mobilisation prévoyant des mouvements de grève et des débrayages toutes les semaines jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Correspondant LO

## Lycée Victor-Hugo Marseille: non aux suspensions abusives

En mars, au lycée Victor-Hugo de Marseille, alors que la mobilisation contre le recul de l'âge de la retraite à 64 ans battait son plein, une professeure documentaliste et un assistant d'éducation (AED) ont été suspendus pour quatre mois, après qu'un premier AED eut été suspendu dès décembre.

Situé dans le 3<sup>e</sup> arrondissement, un des plus déshérités de Marseille, ce lycée général et technologique accueille des jeunes issus de quartiers paupérisés. Alors qu'un encadrement humain plus important serait indispensable pour leur permettre de réussir, l'administration le réduit encore par des sanctions injustes, visant des syndicalistes CGT et SUD.

À l'origine de ces représailles, on trouve un courrier du 14 novembre 2022 dans lequel les sections syndicales du lycée alertaient le rectorat sur des propos qualifiés de sexistes et de racistes tenus par la nouvelle direction à des lycéennes convoquées pour leur tenue vestimentaire.

Non seulement le rectorat a laissé ce courrier sans réponse, mais il a trouvé l'occasion de s'en prendre à un personnel combatif, qui a mené de nombreuses grèves ces dernières années, que ce soit pour le maintien des moyens humains et matériels de l'éducation prioritaire, ou pour l'embauche en CDI des AED qui le souhaitent.

Le prétexte d'une bande-roule diffusée sur les réseaux

sociaux le 8 mars dernier « Balance ton proviseur, sexiste, raciste » ne fait pas illusion. Ces suspensions visent surtout à mettre au pas le personnel, sans considération pour le suivi des élèves en difficulté, ainsi qu'à se débarrasser des salariés parmi les plus précaires, qui refusent de se laisser faire. Bien qu'elle ait été renouvelée, l'équipe des AED est soudée et elle s'est mise en grève.

Alors que les épreuves de spécialités du bac allaient commencer, la documentaliste et les assistants d'éducation suspendus manquaient pour aider les élèves dans leurs travaux et leurs révisions. Le centre de documentation est resté fermé une partie de la semaine, ce dans un lycée où le niveau social et culturel des familles est mesuré comme étant le plus bas du pays par l'Éducation nationale elle-même.

Moyens largement insuffisants, mépris pour les élèves des quartiers populaires et sanctions contre des syndicalistes, voilà la réalité crue derrière le discours ministériel!

Correspondant LO



# Soudan: les généraux s'affrontent, la population paie

Depuis samedi 15 avril, la population du Soudan vit les horreurs d'une guerre totale. Les deux généraux qui se battent pour le pouvoir sont engagés dans une lutte à mort, celle-ci frappant en l'occurrence surtout les civils.

Rien ne dit que la trêve de 72 heures à compter du 25 avril, signée sous l'égide des États-Unis, évoluera vers la cessation des combats plus que celle conclue pour la fin du ramadan, qui n'avait tenu que quelques heures. On recensait alors au moins 420 morts et 3 700 blessés.

Dans cette situation, tous ceux qui le peuvent s'enfuient loin des secteurs où les combats font rage. Les ressortissants des grandes puissances comme la France ont été exfiltrés par les airs sous la protection de forces spéciales. Les citoyens de pays arabes comme l'Arabie saoudite ou ceux de pays africains ont suivi. Mais les Soudanais, eux, n'ont la plupart du temps d'autre choix que de se terrer chez eux et ne peuvent sortir que la peur au ventre. Plus de 70 % des hôpitaux ne sont plus en état de fonctionner. L'eau, l'électricité, le téléphone sont presque partout coupés. S'aventurer pour se nourrir jusqu'aux rares boutiques ouvertes ne peut se faire que sous les tirs d'armes automatiques et les

bombardements, et lorsqu'on arrive au but c'est pour y trouver du riz vendu à prix d'or.

Derrière cette horreur, il y a la lutte de deux généraux, Abdel Fattah Al-Bourhane, le chef de l'État, et celui qu'on surnomme Hemetti, son vice-président. Unis pour écraser la résistance de la population mobilisée depuis le renversement du dictateur Omar el-Béchir en 2019, ils se combattent aujourd'hui. Le premier commande l'armée officielle, ses chars, ses hélicoptères et son aviation, le second les forces de soutien rapide (FSR), équipées de pickup armés de mitrailleuses modernes. À eux deux ils contrôlent tous les secteurs économiques, les entreprises industrielles et commerciales étant entre les mains d'Al-Bourhane tandis que l'or, dont le Soudan est le deuxième producteur en Afrique, est sous la coupe d'Hemetti.

Le conflit ne touche pas seulement la capitale, Khartoum. Toutes les grandes villes du pays sont frappées,



Après un affrontement à Khartoum entre les FSR et l'armée officielle.

mais aussi des régions plus périphériques comme le Darfour, qui a déjà subi son lot de guerres meurtrières. Dans cette région, les réfugiés soudanais s'enfuient massivement au Tchad voisin, qui pour sa part fait désormais boucler la frontière par son armée. Et si, aujourd'hui, les grandes puissances appellent à la cessation des combats, elles ont contribué à armer jusqu'aux dents les deux protagonistes, par l'intermédiaire de leurs alliés régionaux. Derrière Al-Bourhane il y a l'Égypte, abondamment équipée militairement par la France et les USA. L'un des premiers actes de cette guerre civile a été la prise par les FSR d'une base aérienne où les aviations égyptienne et soudanaise effectuaient des manœuvres conjointes, et la capture

de pilotes égyptiens. Les hommes d'Hemetti ne sont plus les « démons à cheval » qui pourchassaient les habitants du Darfour dans les années 2000, faisant 300 000 victimes. Devenus la garde prétorienne du dictateur Omar el-Béchir, ils ont participé à la guerre du Yémen aux côtés de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, qui ont veillé matériellement à ce qu'ils puissent affronter leurs adversaires.

Avec ce conflit, toute la région risque de s'embraser. Chaque protagoniste peut avoir le dessus dans une partie du pays et y installer son propre pouvoir, d'autant plus que l'unité du Soudan est fragile, réunissant une multitude de peuples dont beaucoup ne demandent qu'à faire sécession, comme cela a déjà été le cas du Soudan du Sud. Chaque camp

peut faire appel à ses parrains régionaux, et des pays voisins peuvent profiter de l'occasion, comme l'Éthiopie qui voudrait bien récupérer une région frontalière, le triangle d'Al-Fashaga, où se multiplient les incidents armés. Cela d'autant plus que l'Égypte s'oppose à l'Éthiopie qui veut construire sur le Nil un barrage qui pourrait priver l'Égypte d'une partie des eaux du fleuve.

Dans cette poudrière, la population n'a rien à attendre des grandes puissances, si ce n'est une aggravation de la guerre, comme celles qui ont ensanglanté l'Éthiopie, le Yémen, la Syrie ou l'Irak. Elle ne peut compter que sur elle-même pour écarter ces généraux criminels, comme elle a su le faire en 2019 pour le dictateur Omar el-Béchir.

Daniel Mescla

# États-Unis: paquets de mensonges et de dollars

Aux États-Unis, à quelques jours de l'ouverture d'un procès qui s'annonçait retentissant, la chaîne d'information réactionnaire Fox News a préféré éviter une condamnation. Elle a accepté de payer 787,5 millions de dollars pour dédommager Dominion, une firme qui avait porté plainte pour diffamation.

Dominion commercialise en effet des machines à voter qui ont été accusées par le clan Trump, notamment sur les plateaux de Fox News, d'avoir truqué les votes de novembre 2020 et triché en faveur de Biden. Cela peut évidemment être mauvais pour la réputation de Dominion et donc pour ses affaires, ce pourquoi elle s'est pourvue en justice.

Après deux ans de procédure judiciaire, les langues ont commencé à se délier au sein de la chaîne. On a

ainsi appris que, juste après avoir interviewé un proche de Trump qui s'était répandu en mensonges sur ces machines, les présentateurs vedettes lui avaient demandé hors antenne s'il avait des preuves de la prétendue tricherie. « Je n'en sais rien », avait-il répondu aux journalistes, qui avaient pourtant ensuite continué à parler de trucage au cours de centaines d'heures d'émission. Certains de leurs collègues n'étaient pas dupes: ils se moquaient en cachette de Trump et de

son équipe, les qualifiant de fous et de drogués pour proférer sciemment de si grossiers mensonges, tout en contribuant à les relayer à l'antenne.

Comme il fallait bien capter la vaste audience des électeurs de Trump déçus du résultat de l'élection, et les recettes publicitaires allant avec, les propriétaires de Fox News avaient laissé libre cours à ces présentateurs affabulateurs. Mais aujourd'hui ils doivent accepter une transaction coûteuse plutôt que d'aller à un procès qui promettait de l'être encore plus. D'autant plus qu'une autre compagnie de machines à voter a porté plainte, réclamant encore plus de dommages et intérêts.



Manifestants au Delaware contre les mensonges de Fox News.

Quelques jours après la transaction, pour tenter de réparer son image de marque, Fox News s'est débarrassé d'un présentateur vedette, lui faisant porter le

chapeau des coûteux mensonges. Mais tant que les mensonges rapporteront, il se trouvera des médias pour les diffuser...

Lucien Déroit



# Iran : grèves pour les salaires et contestation du régime

Une vague de grèves, partie le 22 avril de l'industrie pétrolière et gazière du sud de l'Iran, autour d'Assalouyeh, s'est étendue dans plusieurs villes à d'autres entreprises, en particulier dans la métallurgie.

Cette grève a été préparée par les réseaux militants constitués lors de grèves précédentes. Notamment, un comité des ouvriers du pétrole et de la sous-traitance s'était formé pendant la grève pour

de meilleures conditions de travail en 2020, puis celle pour la titularisation des précaires en 2021. D'autres comités informels, comme celui qui a animé la grève des enseignants en 2021, ou des

syndicats non officiels, régulièrement réprimés, comme celui de l'industrie sucrière de Haft Tapeh, ont relayé l'appel à la grève. Les liens tissés depuis le 16 septembre et le début de la révolte, ne serait-ce qu'à travers les réseaux sociaux, contribuent à la diffusion des informations occultées par les médias de la République islamique.

Cette « campagne 1402 », comme l'ont baptisée ses initiateurs, a été lancée le deuxième jour du deuxième mois de l'année 1402 du calendrier persan. Ils ont laissé passer la fête importante de Norouz, le Nouvel An persan, puis le Ramadan, afin de déclencher la grève dans les meilleures conditions. Les grévistes ont établi une liste de revendications, dont la principale est une augmentation de 80 % de tous les salaires, y compris ceux des nombreux contractuels. Le gouvernement Raïssi avait proposé 27 %, alors que l'inflation dépasse largement les 50 % par an.

Selon les informations qui circulent sur les réseaux sociaux, la grève semble très suivie parmi les ouvriers des installations du gisement gazier de South Pars, qui rassemble plus de 10 000 travailleurs sur des dizaines d'usines ou de raffineries. Elle s'est étendue à de grandes usines du pétrole

et de la métallurgie à Kerman, Yazd, Ispahan ou Shiraz. Les revendications sont celles de millions de travailleurs iraniens, tous secteurs confondus. Confrontés à la cherté de la vie, aux pénuries et à la corruption du régime, en même temps qu'aux salaires trop faibles, ils ont toutes les raisons de se joindre à la lutte.

Cette grève démarre alors que le régime reste contesté, malgré la dure répression déployée. Les images d'un étudiant, pourtant issu de la milice pro-régime des Basijis, coupant la parole au Guide de la révolution, Ali Khamenei, lors d'une conférence, ont fait le tour du monde. Une vidéo montrant un jeune couple dansant devant la tour Azadi à Téhéran, la jeune femme cheveux au vent, s'est répandue sur les réseaux sociaux. Malgré les risques – le jeune couple a été condamné à dix ans de prison – d'autres jeunes défient le régime dans différentes

villes du pays. Des milliers de parents accusent le pouvoir d'avoir laissé organiser, sinon ordonné, les empoisonnements au gaz qui ont frappé des écolières ces dernières semaines. Ces empoisonnements, qui visent à effrayer les jeunes filles, en première ligne pour refuser le port du voile et crier « *Mort au dictateur* », prouvent que le feu couve toujours. Les actes de défi indiquent que la révolte peut repartir à tout moment.

La « campagne 1402 » montre la capacité d'organisation et le rôle social et économique indispensable des travailleurs en Iran, bien au-delà du secteur pétrolier. Cette combativité et ce poids en font une force qui pourrait prendre la tête de la révolte contre le régime, sans la laisser récupérer par les diverses coalitions, toutes respectueuses de l'ordre social, qui s'agitent en exil.

Xavier Lachau



Métallurgistes en grève à Shagedan, au sud-ouest de l'Iran, le 24 avril.



Ouvriers grévistes, le 23 avril.



## Un documentaire : "Hébron, Palestine, la fabrique de l'occupation"

Diffusé sur France 5, dimanche 23 avril, dans le cadre de l'émission « La case du siècle », ce documentaire réalisé par deux Israéliens montre, à travers l'exemple de la ville palestinienne de Hébron, l'histoire et la réalité de l'occupation de la Cisjordanie par l'armée israélienne après la guerre des Six-Jours de 1967. S'appuyant sur des images d'archives, sur les témoignages de responsables des autorités militaires israéliennes, ainsi que sur des images filmées par des vidéastes amateurs palestiniens et même par des soldats israéliens, il montre les descentes des soldats dans les maisons à toute heure du jour

et de la nuit, leur arrogance, leurs insultes, leur brutalité. On voit aussi l'attitude des colons juifs d'extrême droite, installés depuis 1979 au cœur même de la ville, insultant et terrorisant les habitants palestiniens, sous la protection de l'armée israélienne.

Le documentaire reconstitue ainsi les étapes qui ont conduit, depuis les premières années d'une occupation qui se voulait « invisible », à la mise en place d'un appareil de répression de plus en plus féroce contre la population palestinienne.

Visible jusqu'au 30 octobre 2023 sur le site Internet de France 5.

Paul Sorel

## Grandes manœuvres en exil

La répression visant les opposants au régime des ayatollahs est telle qu'aucun parti d'opposition n'existe en Iran, ni ouvertement ni même clandestinement.

Certains partis ayant joué un rôle dans la période d'ébullition sociale qui a conduit à la chute du chah en 1979, et dans les premiers mois de la République islamique, survivent parfois en exil, sans influence en Iran.

La révolte démarrée après l'assassinat de Mahsa Amini a fait surgir des militants courageux et tenaces, mais aucune direction politique visible n'a émergé, qui puisse apparaître comme une alternative au régime. Mais, depuis le début de l'année, divers groupes et coalitions, tous en exil, sont à la manœuvre pour se poser en direction potentielle. Tous ont adopté le slogan du mouvement « *Femme, vie, liberté* ».

Certains se revendiquent du mouvement syndical ou civique, comme les vingt organisations qui ont signé en février une chartre, relayée par les syndicats français, listant douze objectifs démocratiques et progressistes, tout en restant très vague sur la voie pour les obtenir. Elles viennent de tenir une conférence à Cologne en Allemagne. D'autres regroupent des intellectuels, universitaires, avocats, qui placent leurs espoirs dans les « réformateurs » du régime iranien comme l'ancien candidat Mousavi, aujourd'hui en résidence surveillée. La coalition qui dispose des plus grands moyens financiers est

cependant celle où figure Reza Pahlavi, le fils du chah, la prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, la féministe Masih Alinejad, reçue récemment à l'Élysée, ou encore l'actrice Golshifteh Farahani. Soutenu par les États-Unis, Pahlavi vient d'effectuer une tournée en Israël, jouant au chef d'État alternatif pour l'Iran.

Si aucune de ces coalitions n'a de réelle influence en Iran, les uns et les autres, avec des moyens très inégaux, cherchent à se placer. Mais en fait aucune ne met en cause l'ordre social et la domination impérialiste.

Ceux qui se battent en Iran, en premier lieu les travailleurs, auront à construire leur propre direction.

X. L.

## Russie : la guerre profite aux oligarques

**Le Kremlin dément toute nouvelle mobilisation, même partielle, pour faire face aux pertes de ses troupes en Ukraine. Mais, alors qu'il invoque des « erreurs » quand des étudiants disent recevoir malgré tout des convocations militaires, les autorités russes s'activent partout pour se procurer un surcroît de chair à canon.**

Elles en sont à racler les fonds de tiroir avec leur campagne agressive à la télévision, tel ce clip dont l'argument est : « Tu es un mec, prouve-le, engage-toi ». Et dans les rues, les galeries marchandes, près des stations de transports on a vu surgir une multitude de kiosques affichant « contrat – défendre la patrie » pour recueillir les engagements.

Ceux auxquels s'adresse une propagande omniprésente, et qui prend bien d'autres formes, ne sont pas les jeunes éduqués. Nombre d'entre eux, généralement issus de la petite bourgeoisie des villes, ont trouvé des moyens de couper à la conscription : sursis, fuite à l'étranger, exemptions achetées à des médecins militaires, etc. Non, ce sont les classes populaires que vise la chasse aux engagements. En l'occurrence des hommes, pas forcément très jeunes, qui ont des emplois précaires, mal rémunérés, et qui peuvent vouloir une autre existence, et surtout la solde d'un engagé, qui est quatre à cinq fois plus élevée que le salaire d'un travailleur en province.

Depuis quinze mois que le régime recrute de la sorte,

ceux que cela peut décider à signer un contrat se font de plus en plus rares. Plus personne n'ignore comment la caste des officiers traite les soldats, à l'arrière et au front, d'où une multiplication des condamnations pour désertion ou refus d'aller en opération, tant le risque de s'y faire tuer est élevé.

Mais si cette guerre tourne de plus en plus au cauchemar pour ceux qui sont contraints de la faire, et de la subir, pour d'autres elle a aussi ses bons côtés. Et même de très bons côtés à en juger par ce qu'en dit le classement annuel de *Forbes Russie* sur la fortune dans ce pays.

En un an, grâce à la guerre et malgré les sanctions occidentales, les oligarques, ces magnats du monde russe des affaires, ont notablement accru leur nombre (110, soit 22 de plus) et leur fortune (505 milliards de dollars, soit 152 milliards de plus). Cet accroissement est essentiellement lié à la flambée des matières premières sur les marchés internationaux, ressources sur lesquelles est assise la fortune des oligarques, depuis qu'ils ont



« Notre profession - défendre la patrie ».

mis la main dessus après l'effondrement de l'Union soviétique.

Certes, l'économie russe s'est officiellement contractée de 2,2% en 2022 du fait de la guerre. Le niveau de vie des classes laborieuses a fortement pâti des fermetures d'usines, des pénuries, du renchérissement des produits importés et bien sûr du départ de centaines de milliers d'hommes à la guerre. Mais les parasites de la haute bureaucratie politico-affairiste, eux, n'en souffrent pas, bien au contraire. Embargo ou pas, par exemple, le pétrole russe continue à se vendre, et donc à leur rapporter gros. Pour cela, il faut simplement que les

cargaisons de brut fassent un petit tour chez des intermédiaires grecs, turcs ou autres. Quant aux oligarques eux-mêmes, ils continuent à prospérer grâce à de tels arrangements, mais aussi parce que les grands groupes industriels et financiers occidentaux y trouvent leur compte.

Depuis quinze mois que dure la guerre en Ukraine, beaucoup de Russes riches ont pris leurs précautions. Quelques-uns, très peu en fait, ont changé de nationalité. Mais le reste, les cent et quelque milliardaires et d'autres à peine moins fortunés avaient juste pris les devants en faisant migrer leurs sociétés,

leurs fonds et leurs yachts dans des contrées intéressées à les accueillir. Tel est le cas des paradis fiscaux du Golfe, où beaucoup résident désormais au moins à temps partiel. Même si un projet de loi, que le Kremlin destine à la population qui n'a pas les mêmes moyens de se mettre à l'abri, prévoit de doubler le taux d'imposition des citoyens russes résidant à l'étranger, cela n'empêche pas les plus en vue des oligarques de, semble-t-il, soutenir la politique de Poutine, en tout cas, de protester de leur patriotisme... puisque ce sont les pauvres qu'on envoie mourir « pour la patrie » dans la boue des tranchées!

**Pierre Laffitte**

## Ukraine : revers de fortune...

**Le magazine *Forbes* a également établi un hit-parade de la fortune pour l'Ukraine. Il est moins brillant que celui de la Russie car l'Ukraine ne compterait plus « que » sept milliardaires en dollars. La fortune cumulée de ces milliardaires, qui a chuté de 45% en un an de guerre, aurait encore plus sombré s'ils n'avaient placé avant la guerre une grande partie de leur fortune en Occident et dans des paradis fiscaux.**

La chute la plus spectaculaire concerne l'ancien président Porochenko (2014-2019), surnommé le « roi du chocolat » parce qu'il a bâti un empire dans la confiserie, Roshen. Bien sûr, à l'heure des bombardements massifs, il y a d'autres priorités pour la population que d'acheter des bonbons, surtout quand des usines dudit

Porochenko en ont souffert. Du coup, le prédécesseur de Zelensky ne « vaudrait » plus que 750 millions de dollars, selon *Forbes*. Pas sûr que cela fasse verser une larme dans la population, qui avait fini par tellement haïr Porochenko, caricature du politicien affairiste prêt à tout pour s'enrichir sur le dos de la majorité, que les

électeurs avaient, pour le remplacer à la présidence, choisi un acteur quasi inconnu qui promettait de mettre un terme à la corruption en grand du pouvoir. Prudent, Porochenko avait alors fui à l'étranger...

Même si la guerre a quelque peu aussi écorné sa fortune, l'homme le plus riche du pays est Rinat Akhmetov, avec près de 4 milliards et demi de dollars. Originaire de Donetsk, il a bâti sa fortune en 1992 alors que l'URSS venait de s'effondrer, en se lançant dans des affaires plus ou moins mafieuses de vente et revente du coke et de l'acier du Donbass, mais en s'abritant toujours sous l'aile

d'alliés siégeant au sommet du pouvoir.

Longtemps considéré comme pro-russe, parce qu'il avait des liens étroits avec les oligarques russes et Moscou, et avec plusieurs présidents ukrainiens dits pro-Kremlin, Akhmetov a toujours su s'adapter aux zigzags politiques. Ainsi en 2005, quand le pouvoir « orange », celui pro-occidental du président Iouchtchenko et de sa Première ministre Tymochenko, annula son achat de la plus grande entreprise du pays, l'aciérie Kryvorijstal qu'il avait rafiée pour une bouchée de pain. Mais aussi en 2017, quand cette fois c'est le camp

opposé, en l'occurrence les autorités pro-russes du Donbass, qui a réquisitionné 43 entreprises qu'il possédait dans la région. Une grosse perte qui ne l'a pas empêché de continuer à prospérer grâce à sa holding SCM et surtout à ses liens avec le pouvoir. Ainsi, en mars dernier, il s'est vanté dans une interview « d'aider l'armée et les forces territoriales » ukrainiennes dans la guerre.

Visiblement, il en récolte les dividendes, mais pas les éclats d'obus : il les laisse à ceux qu'il « aide »... à se battre pour lui, pour ses pareils et leurs parrains occidentaux.

**P. L.**

## Logement : catastrophe en marche



Le ministre délégué au Logement, Olivier Klein, a récemment déclaré vouloir « tout faire pour éviter que le logement soit la bombe sociale de demain ». Mais, dans ce domaine comme dans d'autres, le gouvernement, en bon serviteur du capital, allume des incendies.

Les classes populaires sont frappées par la pénurie de logements, leur cherté et par la dégradation de leurs conditions de vie.

Selon le dernier rapport de la fondation Abbé-Pierre, faute de logements disponibles ou faute de moyens pour en payer les loyers, plus de quatre

millions de personnes sont mal logées. Plus d'un million sont dépourvues de logement personnel et trois autres millions vivent dans des appartements privés de confort, d'eau courante ou de WC, ou surpeuplés.

La fondation recense au total 14,8 millions de personnes en situation de

« fragilité du point de vue du logement », connaissant des impayés de loyer ou de charges, ou ayant eu froid en raison d'économies sur l'énergie.

Le prétendu « bouclier tarifaire » mis en place par le gouvernement face à l'explosion des tarifs des fournisseurs d'énergie depuis 2021 ne protège pas les locataires. Partout dans le pays, beaucoup subissent au contraire des augmentations de charges de chauffage de plusieurs dizaines ou centaines d'euros par mois.

Le gouvernement, loin d'aider les locataires, a réduit depuis 2017 les Aides personnelles au logement (APL) de 4,2 milliards chaque année. Il a chargé en compensation les organismes HLM de réduire les loyers. Mais ceux-ci subissent, après la hausse de la TVA sur les travaux de 5,5 % à 10 %, celle des taux d'intérêt : jusqu'à 3 % pour

leurs travaux de construction et d'entretien de leur parc. Tout est répercuté sur les locataires, le gouvernement ayant autorisé une augmentation de 3,5 % des loyers HLM alors que les revenus sont souvent bloqués, quand ils ne baissent pas. Et, en cas de changement de logement, la hausse est bien plus brutale.

Le logement représente aujourd'hui près de la moitié du budget des familles modestes et 2,3 millions de travailleurs sont officiellement en attente de logement social, souvent depuis plusieurs années. Mais la construction de logements sociaux, malgré les objectifs affichés, reste en berne. La pénurie est telle que Roux de Bézieux, le président du Medef, prédit lui aussi la « catastrophe si rien n'est fait » expliquant qu'il

manque 200 000 logements neufs par an. Tout en se faisant l'avocat de ses amis du BTP, il s'inquiète du coût du « décalage entre l'offre et la demande qui obère le pouvoir d'achat des Français ». En effet, face à l'explosion du coût du logement et de la vie en général, la seule mesure de protection efficace serait d'exiger l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix. Et c'est bien ce que le patronat craint.

Le capitalisme est incapable de fournir même un habitat digne à ceux qui font tourner son économie. Il ne leur promet que des expulsions locatives, ou des expropriations pour les petits propriétaires. C'est au contraire l'expropriation de la classe capitaliste qui pourrait garantir à tous un logement décent.

Christian Bernac

## Phosphine dans les céréales : le capitalisme a un grain

L'ANSES, l'agence nationale chargée de délivrer les autorisations de mise sur le marché des pesticides, a fini par valider l'utilisation de la phosphine en contact direct avec les céréales, suite à un chantage énorme de la Synacomex, qui regroupe les principaux trusts du commerce des céréales en France.

Ce pesticide, extrêmement toxique et dangereux, sert à protéger les céréales stockées des insectes et des rongeurs, notamment sur les bateaux. Son utilisation est autorisée en France, à la condition qu'il ne soit pas au contact direct avec les grains. Cela n'empêche pourtant pas la Synacomex de le faire depuis des années pour les céréales exportées dans les pays pauvres, en Afrique notamment. Mais, sachant que cette pratique peut aboutir à une catastrophe sanitaire et écologique, elle voulait une autorisation officielle de l'ANSES pour lui servir de protection légale. Le refus de cette agence de la lui accorder a provoqué la colère du président de la Synacomex, qui n'est autre qu'un dirigeant du groupe Louis Dreyfus, un des quatre plus grands

trusts mondiaux du négoce de céréales.

La Synacomex a alors sorti l'artillerie lourde pour faire plier l'ANSES. Elle a lancé une campagne dans les médias accusant les dirigeants africains de l'obliger à utiliser ce pesticide en contact direct et menaçant, si l'ANSES ne cédait pas, d'une catastrophe alimentaire en Afrique. Venant de capitalistes qui spéculent à la hausse depuis des mois sur le cours des céréales, quitte à plonger dans la famine plus de 60 millions d'Africains, c'est révoltant. Les mêmes qui suppriment des postes à tour de bras versent des larmes de crocodile et prétendent que l'interdiction de la phosphine allait mettre au chômage des dizaines de milliers de dockers, voire entraîner la fermeture du port de Rouen !

Pour arriver à leurs fins, ces dirigeants ont pu compter comme d'habitude sur l'État, à commencer par le ministre de l'Agriculture, qui a demandé aux juristes de son cabinet de trouver une parade. Dans le fatras de la réglementation européenne, ceux-ci ont donc trouvé un article indiquant que la limite maximale de résidus toxiques peut être dépassée pour les exportations si les pays destinataires l'acceptent.

Si ces capitalistes du négoce des céréales sont actuellement agressifs, c'est qu'ils savent que la période leur est propice pour voler des parts de marché en Afrique, que ce soit à leurs « amis » ukrainiens ou à leurs « ennemis » russes. Comme le disait une dirigeante de la Synacomex, « certaines destinations comme le Maroc et l'Algérie sont revenues en force en raison de la guerre en Ukraine ».

Alors, pas question pour ces gens-là de laisser un grain de sable comme l'ANSES les arrêter dans leur trafic mondial des grain !

Arnaud Louvet



## SNU : pas bienvenu à Nantes

Le Village du SNU (Service national universel) faisait étape à Nantes mercredi 19 avril afin de présenter aux jeunes de 15 à 17 ans ce dispositif de « séjours de cohésion » à base de salut au drapeau sur fond de *Marseillaise* bramée à l'aube en uniforme, d'engagement citoyen et de défense des « valeurs de la République ».

À l'appel d'organisations syndicales et politiques, entre 200 et 250 manifestants sont venus protester contre cette volonté d'embrigader la jeunesse autour de valeurs réactionnaires et militaristes qu'est le SNU. Et ce d'autant plus que des accusations de harcèlement sexuel, de racisme et de comportements dégradants

et humiliants envers des volontaires du SNU de la part de militaires encadrants sont récemment parues dans la presse.

Face à leur détermination, le Village SNU a plié bagage sans avoir reçu une seule visite et en annulant l'allocution de la sous-ministre Sarah El Hairy, ce dont tous ont été ravis, preuve s'il en fallait que la mobilisation dans la rue est efficace.

Non à l'enrôlement des jeunes par des militaires ou par le patronat ! Beaucoup ont d'ailleurs été nombreux à le dire haut et fort dans les manifestations contre la réforme des retraites.

Correspondant LO

## Chlordécone: quand des vérités refont surface

**En janvier 2023, les juges ont prononcé un non-lieu dans l'affaire du chlordécone, un pesticide jugé très dangereux et ravageur en Martinique et en Guadeloupe dont ils ont estimé que, à l'époque, la science ne pouvait prédire les conséquences de son utilisation.**

Ce pesticide a été très largement répandu de 1972 à 1993 dans les bananeraies, pour lutter contre le charançon du bananier sur demande et pression des riches békés de la Martinique, dont Lagarrigue et Yves Hayot. Il a été interdit dans l'Hexagone en 1990, après l'avoir été aux USA en

1975. Mais le gouvernement français, toujours très lié au lobby béké des deux îles, avait accordé une dérogation de trois ans pour les Antilles.

On a appris depuis que huit années d'archives ont mystérieusement disparu du dossier du chlordécone. Cherchez à qui profite le

crime. La cellule d'investigation de Radio France a pu établir, il y a quelques jours, que des alertes de scientifiques, comme celle du professeur René Truhaut, sur la dangerosité de la molécule de chlordécone existaient depuis 1981.

De même, elle a pu établir que la Ddass de Martinique avait été alertée sur la présence de chlordécone dans l'eau dès 1991. Pendant de nombreuses années donc, et sept ans après que la Ddass de Martinique a été au courant, la population a bu de l'eau chlordéconée. Jusqu'à aujourd'hui, vu l'état de délabrement du réseau d'eau potable et des usines de traitement, la présence de chlordécone dans l'eau est quasi permanente, comme le démontre la fréquence des alertes officielles. Ceux qui le peuvent achètent de l'eau minérale et très rares sont ceux qui peuvent se payer des fontaines de traitement domestiques, agréées par l'Institut Pasteur, à 1500 euros.

Des scientifiques, des médecins avaient alerté notamment sur le risque de cancer et en particulier de cancer de la prostate que fait courir l'absorption du chlordécone. La Martinique et la Guadeloupe connaissent un taux de ce cancer parmi les plus élevés au monde. Plus

de 90% de la population des Antilles françaises a du chlordécone dans le sang. Les ouvriers agricoles des zones bananières sont les plus touchés. C'est l'hécatombe dans ces zones. D'autres types de cancer sont en augmentation. Les ouvriers agricoles, aussi bien hommes que femmes, en sont largement victimes. Mais l'ensemble de la population est touchée en buvant l'eau du robinet ou en mangeant les produits du sous-sol (ignames, mardères, dachin, malangas, patates douces) ou les poissons du littoral. Ces derniers sont contaminés par l'eau des rivières qui se déversent dans la mer. Les sous-sols sont contaminés pour des siècles.

Des responsables ont donc menti, puis ont fait disparaître des centaines d'archives pour masquer l'ampleur d'un crime de masse perpétré par l'État et les gros propriétaires békés. Ils sont protégés par la justice, qui est leur justice. Et tout cela pour réaliser le maximum de profit.

Aujourd'hui, le monde entier connaît l'ampleur du crime. Beaucoup de vérités sont dévoilées. La population, les travailleurs agricoles et les plus pauvres



payent le prix fort en santé et en maladie, mais ils ont déjà gagné en grande partie. Le scandale est dévoilé et l'opinion se tourne vers les responsables: l'État et les capitalistes terriens, les riches békés des Antilles.

La lutte pour l'indemnisation des victimes, en particulier les ouvriers agricoles, est renforcée de ces nouveaux arguments. La reconnaissance de l'empoisonnement au chlordécone comme maladie professionnelle en est à ses balbutiements. Ce n'est pas encore entièrement gagné mais c'est le fruit des mobilisations ouvrières et populaires, des manifestations, des protestations sous toutes leurs formes. Elles doivent se poursuivre.

**Pierre Jean-Christophe**

### Visite de la ministre: les oiseaux en rien encore!

Mardi 25 avril, la ministre de l'Écologie, Bérangère Couillard, avait prévu une visite dans les marais de Charente-Maritime proches de Rochefort, dans le cadre d'une «séquence autour de la biodiversité» pour l'inauguration d'une opération dite «Attention, on marche sur des œufs».

Elle devait ensuite se rendre à Rochefort, au siège de la LPO, la Ligue de protection des oiseaux, mais une centaine d'autres acteurs de la biodiversité,

munis de casseroles, de badges syndicaux et de porte-voix, scandant «Non à la réforme Macron!», l'y attendaient de pied ferme dans une joyeuse ambiance.

La ministre a donc effectivement marché sur des œufs: elle a d'abord modifié son emploi du temps pour attendre que l'orage passe, ce qui a bien fait rire les manifestants, pour enfin passer très vite sans même sortir de sa voiture!

**Correspondant LO**

## Autoroute A 69 - Castres: encore une histoire de gros sous

**Le projet d'autoroute entre Castres et Toulouse est dans les cartons depuis près de trente ans. Il a eu ces derniers mois le feu vert des deux préfectures concernées. Environ 5 000 personnes ont manifesté samedi 22 avril contre les conséquences d'une telle construction.**

Cette manifestation s'est prolongée dans la soirée et le lendemain par des concerts, des activités, des conférences, sur un terrain privé. Annoncée comme une manifestation festive et joyeuse, elle n'en a pas moins mobilisé 900 gendarmes et CRS qui ont bouclé une zone de 15 km. Drones et hélicoptère ont survolé le secteur tout le week-end. De tranquilles villages ont vu débarquer gendarmes et motards qui bloquaient les carrefours, créant ainsi des bouchons dignes de grandes villes! Du jamais vu! Quant aux

bâtiments des Laboratoires Pierre Fabre (le deuxième groupe pharmaceutique privé français) qui étaient sur le trajet de la manifestation, ils étaient bien gardés par des CRS postés sur les toits, et des fourgons de gendarmes ont surgi dès que des manifestants ont fait mine de secouer les clôtures.

Il faut dire qu'elle n'a rien pour elle, cette autoroute, à commencer par le racket prévu qui se monte à 8,37 euros l'aller. Quand on sait que le plus gros du trafic se situe le matin et le soir, on peut aisément deviner que ceux qui l'emprunteraient

seraient les travailleurs devant aller gagner leur vie à Toulouse. Ce serait donc un budget non négligeable pour eux.

Le collectif anti-autoroute avait proposé le doublement de la nationale existante, considérant que le projet de l'A69 était un véritable gâchis en énergie humaine et matérielle et en ressources pour une distance aussi courte (53km). Et pour certaines associations de ce collectif, l'argent serait mieux placé dans le doublement de la voie ferrée Castres-Toulouse et l'augmentation du nombre de trains.

Le gâchis n'est pas pour tout le monde, puisque Atosca et Vinci se partagent le chantier, dont le coût s'élèvera autour de 500 millions d'euros. Quant à Atosca, il sera le concessionnaire

exclusif et compte bien en profiter largement pendant 55 ans.

L'État, qui affirme se soucier de la préservation de la planète ou d'économies

d'énergie, oublie vite ses déclarations de bonnes intentions dès qu'il s'agit d'engraisser les bétonneurs et les sociétés privées.

**Correspondant LO**



Manifestation sur la N126.

PAUL HALDEBEL VOIX DU MIDI LAURAGAIS

## Tereos : face aux licenciements, les travailleurs déterminés

Depuis le 8 mars, la direction du groupe sucrier Tereos a annoncé la fermeture de la sucrerie d'Escaudœuvres dans le Nord et de la distillerie de Morains dans la Marne, entraînant 150 licenciements.

Mais ce sont aussi les emplois de plus de 300 travailleurs saisonniers embauchés pendant la campagne de récolte et de transformation de la betterave qui seraient supprimés.

La direction a mis en place un plan de licenciements, et des réunions de négociation s'étendent jusqu'au mois de juin. Elle parie sur la démobilisation des travailleurs qui,

eux, sont décidés à mettre la pression jusqu'au bout. Ils occupent le site et se relaient jour et nuit, accompagnés par des habitants et des salariés d'autres sites qui viennent les soutenir. Mercredi 19 avril, des travailleurs de Tereos de toute la France et d'autres usines agro-alimentaires de la région se sont rassemblés sur le site de la sucrerie, avant une manifestation qui a



regroupé près de 500 personnes. Elle a été suivie d'un repas collectif pendant lequel les travailleurs des différentes usines ont pu discuter des attaques des patrons, du manque d'embauches et des salaires trop faibles.

Tereos a réalisé un chiffre d'affaires de

2,975 milliards d'euros sur les six mois à cheval entre 2022 et 2023, soit une hausse de 35 % par rapport à la même période un an plus tôt. C'est un des plus grands groupes sucriers mondiaux. Il a de quoi garantir les emplois.

Correspondant LO

## CAF de Metz : Ah ça oui, "ça fait mauvais genre" !

Mercredi 19 avril, une trentaine de personnes étaient réunies devant la Caisse d'allocations familiales de Metz pour dénoncer la menace de licenciement de Martine, ex-secrétaire CGT du CSE, pendant qu'elle passait en entretien disciplinaire pour la deuxième fois en quelques mois.

Le directeur l'attaque pour une prétendue fraude interne, car elle a touché du RSA tout en étant salariée de la CAF. Mais si Martine a effectivement fait une demande de RSA, c'est qu'elle était sans revenu pendant une mise à pied de deux mois et demi pour une première procédure disciplinaire, qu'elle conteste ! Il

lui est reproché de ne pas vraiment avoir été « sans activité professionnelle », vu qu'elle exerçait encore ses mandats syndicaux. Sur cette simple base, alors que son dossier a été traité, vérifié et validé par la CAF, Martine a été déclarée fraudeuse avec la complicité du conseil départemental, alors même qu'elle avait

déjà remboursé les deux mois de RSA perçus.

Selon le directeur, une salariée de la CAF au RSA « cela fait mauvais genre ». On ne le lui fait pas dire, mais il en est le responsable ! Comme il est complice du blocage des salaires qui fait que la majorité des agents de la CAF doivent compter sur les aides sociales pour boucler leurs fins de mois.

Déjà en 2021, ce directeur s'était attaqué à une déléguée CGT qui avait dénoncé la politique de la CAF dans un reportage de Capital sur M6. En réalité, il est connu pour son autoritarisme, et il s'est visiblement donné pour mission d'éliminer les militants combattifs. En allant jusqu'à proférer des accusations mensongères de harcèlement et de fraude, il cherche à salir des militantes reconnues. Et ce sont bien ces attaques qui font mauvais genre !

Correspondant LO

## Orange Télécom : un assassinat par appât du gain !

Chargé pour le réseau Orange de mettre en place la fibre dans le Cantal, un ouvrier mandaté par Orange via Eiffage et ensuite Intercom était mort électrocuté le 15 octobre 2022.

Aïmen Sahli était chargé de changer un vieux poteau télécom proche d'une ligne à moyenne tension, ce qui a occasionné un arc électrique qui l'a tué sur le coup. L'entreprise lui avait demandé de changer le vieux poteau en bois pour un poteau métallique, ce qui est strictement interdit. En principe, tous les employés d'Orange en contact avec le courant électrique le savent, ils ont dû faire un stage et obtenir une habilitation. Mais, avec la cascade de patrons qui se suivent dans le cadre

de la sous-traitance, les règles élémentaires ont été oubliées. Ce stage et ce contrôle des connaissances en matière électrique ne semble plus être de mise, vu la manière dont les entreprises se déchargent de leur responsabilité les unes sur les autres.

Cet ouvrier n'a fait qu'obéir aux ordres de ces patrons, qui cherchent tous les moyens pour faire retomber sur lui la responsabilité de sa mort. Les donneurs d'ordres, en l'occurrence Orange, Eiffage et Intercom, n'en restent pas moins les principaux responsables de la mort de Aïmen Sahli. La succession d'intermédiaires n'enlève rien à leur responsabilité !

Correspondant LO



## TMS : à bas les cadences infernales !

Le rapport publié par Santé publique France fait état d'une augmentation des TMS (troubles musculo-squelettiques) chez les travailleurs entre 2012 et 2018.

Les cadences imposées dans les entreprises détruisent les corps des travailleurs pour le plus grand bénéfice des actionnaires.

Ces TMS correspondent d'abord à une douleur que l'on ressent dans le poignet, le coude, l'épaule ou le genou. Au début, c'est juste lorsque l'on fait un certain mouvement et, avec du repos, la douleur s'amenuise.

Mais progressivement elle devient chronique et on se retrouve incapable de travailler et handicapé dans sa vie quotidienne.

Ces maladies, entièrement liées au travail et à l'augmentation des cadences, n'ont rien d'accidentel. La main ou le poignet sont extrêmement sollicités, à force de répéter le même geste sur une chaîne de

montage de l'automobile ou de l'agro-alimentaire. La colonne vertébrale ne supporte plus les heures passées à trier des déchets dans les déchetteries. Le tendon d'Achille souffre de toutes les flexions imposées par le travail de manutention dans les dépôts.

Dans les usines ou les entrepôts, les travailleurs ont de moins en moins le temps de laisser reposer l'articulation qui est sollicitée au-delà de ses capacités... car, pour les actionnaires, ces temps de récupération vitaux sont

une perte de profits. Des reportages sur les cadences infernales ont été faits dans les entrepôts Amazon, mais en réalité ces techniques pour une plus grande productivité n'ont rien qui leur soit spécifique. Depuis des décennies, les capitalistes de l'industrie, en particulier automobile, recherchent les moyens d'augmenter les cadences pour augmenter leurs profits. Le taylorisme, le fordisme, le toyotisme sont les noms barbares de cette cupidité. Des ingénieurs en lean management

sont embauchés, avec pour feuille de route de trouver les gestes les plus efficaces en termes de productivité. Le corps doit devenir un automate effectuant uniquement les gestes définis par eux. Les temps morts et les déplacements sont supprimés pour faire des gains de productivité.

Ainsi, les milliards qui enrichissent les familles Arnault, Bettencourt, Peugeot, Mulliez, sont payés par les travailleurs en tendons, nerfs et ligaments abîmés.

Joséphine Sina

## RATP Bus : une privatisation avec caution de la Nupes

**Le 1<sup>er</sup> janvier 2025, l'ensemble du réseau bus de la RATP devrait être divisé en douze lots attribués à des filiales privées de transport de voyageurs (filiales de la RATP, de Keolis et de Transdev...)**

Une cinquantaine de députés PCF, LFI, PS, EELV, donc de la Nupes, ont déposé un projet de loi pour repousser de quatre ans ce projet, à fin 2028. Le 11 avril, en commission, les députés de Renaissance ont modifié le texte pour permettre à Pécresse, présidente de la région Île-de-France, d'établir cette privatisation entre fin 2024 et fin 2026. Le projet de loi sera soumis au vote de l'Assemblée nationale le 4 mai.

Le député communiste Stéphane Peu est rapporteur du projet et explique : « *Que l'on soit opposé au principe de l'ouverture à la concurrence des transports publics ou non, le constat est partagé concernant l'état d'impréparation de cette ouverture.* » Il ajoute : « *Parmi les points d'inquiétude sur la privatisation de la RATP, il y a la concomitance*

*de calendrier avec les JO.* » Une préoccupation qu'il partage avec le ministre macroniste des Transports, Clément Beaune. S'agit-il d'éviter au gouvernement des grèves pendant les Jeux olympiques, au moment où devraient se négocier les appels d'offres ?

Cette union sacrée entre les députés de gauche et le gouvernement n'a rien de surprenant quand on sait que dans l'agglomération lyonnaise, c'est la gauche qui ouvre le réseau des Transports en commun lyonnais à la concurrence.

Le secrétaire de la CGT RATP a prétendu que ce report est « *un acte de défaite politique* » de Pécresse, alors que grâce à lui, elle va pouvoir étaler le transfert des travailleurs de la RATP vers diverses filiales, au lieu de le faire d'un seul coup. Le ministre des Transports ne

dit pas autre chose ; pour lui, il vaut mieux « *prendre quelques mois de plus pour que ça marche* ».

La RATP prévoit d'augmenter le trafic des bus et métros de 15 % pendant les JO, pour faire face au grand nombre de déplacements entre la fin juillet et la mi-août. Il se dit que les vacances posées à ce moment-là par les conducteurs pourraient être annulées. Ce serait une raison de plus pour faire grève pendant les JO mais Pécresse, elle, a demandé une loi suspendant le droit de grève durant cette période.

La Nupes voudrait se faire de la publicité auprès des travailleurs de la RATP en leur promettant un répit avant d'être avalés par le privé. Mais, au passage, elle entérine le fait que, pour préparer cette privatisation, le temps de travail journalier a augmenté, que le nombre de jours de repos a diminué, et que les services en deux parties – avec coupure non payée pendant

laquelle on ne peut rien faire à part rester sur place – se sont multipliés. Les conducteurs de bus disent de plus en plus souvent que les journées de travail sont devenues infernales.

Ce n'est pas d'un simple report, le temps des JO, que les travailleurs de la RATP ont besoin ni de députés qui apportent leur caution aux projets du gouvernement

et se mettent ainsi à son service. C'est en comptant sur leur mobilisation qu'ils peuvent mettre en échec ce projet funeste de filialisation et exiger des conditions de travail et des salaires décentes. Les travailleurs peuvent susciter la crainte du patronat et des gouvernants, certainement pas les députés de la Nupes.

**Correspondant LO**

## Tisséo – Toulouse : non à la suppression de la clause de sauvegarde !



ESTABEN XIVECAS

**Mardi 18 avril, près de 500 travailleurs en grève de Tisséo (qui gère les bus, le métro et le tramway de l'agglomération toulousaine) sont venus manifester place du Capitole à Toulouse.**

La direction veut leur enlever la clause de sauvegarde, qui permet d'indexer le salaire sur l'inflation officielle et qui, en 2022, a permis une augmentation de 5,9% sur l'année.

Cette clause avait été accordée en 2015 suite à un mouvement de grève et dans un contexte de faible inflation. Maintenant que les prix flambent, la direction veut la retirer. Elle est du genre à prêter un parapluie quand il fait soleil et à le reprendre quand il pleut. Les employés ne l'entendent pas de cette oreille. Comme le dit l'un d'eux : « *On se bat pour ne pas perdre de salaire, car s'ils ne suivent plus l'inflation, c'est ce qui va arriver.* »

Mardi 11 avril, une première journée de grève avait déjà été massive. Plus de 500 travailleurs s'étaient retrouvés à Mesplé, à la direction de Tisséo. Quasiment aucun bus n'avait circulé,

ni aucune rame de métro. L'ensemble des transports en commun était à l'arrêt. Les bouchons ont duré des heures, c'était une journée noire pour la circulation.

Les raisons de la colère sont multiples. Il y a bien sûr la hausse des prix avec des salaires qui ne suivent pas. Mais il y a aussi le mécontentement contre la direction, qui en demande davantage, avec l'allongement à 7h25 du temps de travail des chauffeurs, et cherche à imposer toujours plus de productivité.

Ni la direction ni le maire de Toulouse ne reviennent pour l'instant sur leur décision de supprimer cette clause : une nouvelle journée est donc programmée le 11 mai, après les vacances scolaires, le temps pour les travailleurs mobilisés de convaincre leurs collègues qu'il faudra être encore plus forts.

**Correspondant LO**

## Atelier TGV – Villeneuve-Saint-Georges : le nettoyage en grève



Sur le site SNCF de Villeneuve-Saint-Georges, dans le Val-de-Marne, les salariés de Challancin Propreté sont chargés du nettoyage des locaux, des vestiaires et des ateliers.

Vendredi 14 avril, ces salariés se sont mis en grève pour des problèmes sur leur fiche de paie et dans leurs conditions de travail, pour la transformation de leur contrat à temps partiel en temps complet.

La direction de

Challancin a essayé de les intimider en faisant venir des travailleurs d'autres sites pour les remplacer et en changeant la serrure des locaux durant le week-end. Mercredi 17 avril, ils étaient reçus par leur direction pour des négociations, qui n'ont servi à rien d'autre qu'à régulariser les remboursements du passe Navigo, qui sont obligatoires.

Rien n'y a fait, les grévistes ont tenu bon. Mardi

25 avril, une cinquantaine de cheminots de l'atelier TGV ont débrayé pour soutenir ces camarades du nettoyage toujours en grève. Ils ont déclaré à la direction de l'atelier que la SNCF, donneur d'ordres, était responsable des conditions de travail des travailleuses et travailleurs du nettoyage et devait trouver une solution pour satisfaire les grévistes.

**Correspondant LO**

# Stellantis – Poissy : les travailleurs ont tranché !

**Lors des élections professionnelles tenues le mercredi 19 avril à l'usine Stellantis (PSA) de Poissy, les travailleurs ont très clairement choisi les militants de la CGT historique, contraints de passer à SUD après avoir été exclus par la Fédération des travailleurs de la métallurgie de la CGT (FTM).**

Cela fait plus de deux ans que ces militants se battent contre la politique de division menée par cette fédération, qui a entrepris le sabotage du syndicat historique CGT de l'usine qu'elle jugeait trop combatif et pas assez discipliné à son goût.

Ce syndicat, porté depuis des dizaines d'années par des militants dévoués contre un patron de combat, a été exclu de la CGT en décembre dernier. Pour y parvenir, la FTM a dû s'asseoir sur les statuts mêmes de la confédération en créant de façon artificielle un deuxième syndicat CGT dans l'usine. Malgré la grossièreté du procédé, elle a trouvé le soutien de la justice, qui sait choisir entre des bureaucrates et des militants contestant le pouvoir des patrons. Les militants attaqués ont tout fait pour rester à la CGT, avec le soutien d'une majorité de syndiqués et des travailleurs de l'usine : deux pétitions dénonçant cette division et ces exclusions ont recueilli les signatures de plus de 1 000 salariés.

Mais la direction de la

FTM se moque autant de l'avis des travailleurs que des règles élémentaires de la démocratie syndicale. Elle a préféré jeter dehors tout un syndicat, y compris les militants les plus connus et les plus appréciés de l'usine, et confier les clés de la CGT à des délégués, certes plus dociles vis-à-vis de ses décisions, mais bien moins militants et moins liés aux travailleurs. Et c'est bien pourquoi aussi, durant tout le conflit, la fédération a eu le soutien bienveillant de la direction de PSA, qui a vu d'un bon œil les attaques contre les militants les plus déterminés contre elle.

L'équipe militante devenue SUD a toujours défendu l'idée que les travailleurs, lors des élections professionnelles, seraient les seuls vrais juges dans ce conflit. Leur exclusion les ayant privés de leurs mandats, de leurs heures de délégation et des quelques moyens légaux que donne le fait d'être un syndicat « représentatif », ils ont mené campagne sans moyen, parfois sanctionnés par la direction

pour « présence en dehors de leur temps de travail », en se mettant en débrayage pour pouvoir aller discuter avec les travailleurs dans les ateliers.

La direction de l'usine s'est impliquée durant la campagne électorale en organisant des réunions sur le sujet pour tous les travailleurs, dans lesquelles elle expliquait qu'il ne fallait pas voter pour un syndicat « non représentatif ». Au fond, elle a ainsi fait elle-même la démonstration que, pour elle, SUD était bien la continuation de la CGT historique et le seul syndicat capable de la combattre.

Les travailleurs combattifs de l'usine ne s'y sont pas trompés : ils ont voté, à plus de 21 % au premier collège

ouvrier, pour le nouveau syndicat SUD, c'est-à-dire pour l'ancienne équipe militante de la CGT conduite par Farid Borsali et Jean-Pierre Mercier, montrant ainsi leur soutien à ces militants. Et cela dans une ambiance qui reste marquée par le poids des syndicats liés au patron.

Les travailleurs ont aussi infligé un désaveu cinglant aux méthodes de la FTM : 10,6 % pour la CGT au premier collège ouvrier, soit 8,1 % seulement sur l'ensemble de l'usine, ce qui l'a rendue « non représentative » selon les règles légales. La Fédération des métaux a donc réussi, à Poissy, à couler la CGT, que les patrons de choc de Peugeot n'avaient jamais réussi à faire disparaître !

Au soir et au lendemain du scrutin, des centaines de travailleurs ont exprimé leur satisfaction, et même leur joie, devant ce résultat. De nombreux ouvriers ont exprimé leur estime de la volonté des militants de la CGT historique, qui ont réussi à se relever et à s'imposer malgré les coups portés à la fois par le patron, la FTM et la justice bourgeoise.

Il reste maintenant à poursuivre le combat pour organiser et mobiliser le plus largement possible les travailleurs, et ce quel que soit leur vote dans ces élections, pour lutter contre l'exploitation patronale et contre les attaques du gouvernement.

**Correspondant LO**



## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# La fête de Lutte ouvrière

Samedi 27, dimanche 28 et lundi 29 mai à Presles



La fête de Lutte ouvrière sera un vrai bol d'air, à tous les sens du terme. Dans une ambiance fraternelle, amis et camarades, parents et enfants, collègues de travail et voisins, tous pourront profiter d'une pause nature.

Ceux, nombreux, que bouleversent l'horreur de la guerre menée à nos portes et l'absurdité de cette société de classes, trouveront de multiples lieux et occasions de partager, lire, comprendre. Rassemblement poli-

tique et festif, ce sera aussi un lieu de débats, de culture, de lecture, de musique, de théâtre et de liberté, où les enfants auront leur place.

On y trouvera aussi bien sûr les nourritures terrestres les plus variées.



## Meetings de Nathalie Arthaud

dimanche et lundi à 15 heures

## Sur les scènes

- **Graines de sel**  
Chanson française, influences rock
- **Les Dames de la Joliette**  
Chansons de combat des rives de la Méditerranée
- **Cumbia Ya!**  
Orchestre de onze musiciens de cumbia
- **Évelyne Gallet**  
French folk, chansons françaises irrévérencieuses
- **Sidi Wacho**  
Cumbia-Hip-Hop-Balkans
- **Toulouse Con Tour**  
Chansons de Toulouse
- **Laurent Larcher Trio**  
Jazz
- **Blick Bassy**  
Indie Pop/Afro-Soul
- **The Moonlight Swampers**  
Reprises rock
- **Le Cabaret Lip**  
par la Compagnie L'Occasion
- **HYL**  
Rap

## Pour les enfants

Des dizaines de jeux d'adresse, sportifs, de réflexion, pour petits et grands, sont accessibles en permanence, gratuits pour la plupart, des classiques jeux de kermesse aux parties d'échecs en simultané.

Des mini-conférences leur sont spécialement dédiés.

Sans compter le cirque Ühler, le Petit Train, le feu d'artifice et les spectacles dans les allées.

• **Une Carte Jeux**, gratuite, donne accès à de nombreux jeux et leur permet de se promener partout en toute liberté.

• **La Cité des jeunes**, une belle aire de pelouse et de sous-bois avec animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés.

• **La garderie**, où les bébés de plus de trois mois sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.



## Débats aux chapiteaux Marx et Engels

- **Laurence De Cock:** Une journée fasciste. La campagne contre l'instigateur Célestin Freinet
- **Serge Herberg:** Mange et tais-toi. Un nutritionniste face au lobby agro-alimentaire
- **Renaud Piarroux,** biologiste, à propos de l'histoire des épidémies
- **Marc Plocki,** sur Maurice Rajsfus, historien-militant
- **Judith Perrignon:** Là où nous dansions
- **Comité des sans-papiers de Vitry**
- **Louis Witter:** La Battue - L'État, la police et les étrangers
- **Alizée Delpierre:** Servir les riches - Les domestiques chez les grandes fortunes
- **Thomas Rose:** Les socialistes en France de 1871 à 1914
- **Gérard Delteil,** auteur de romans policiers
- **Jean-Yves Mollier:** Histoire de la concentration dans le monde du livre
- **Jean-Jacques Marie:** La collaboration Staline-Hitler
- **Anthony Galluzzo:** Le mythe de l'entrepreneur - Défaire l'imaginaire de la Silicon Valley
- **William Blanc:** La fascination du Moyen Âge
- **Anne Marchand:** Mourir de son travail aujourd'hui - Enquête sur les cancers professionnels
- **Quentin Muller:** Les esclaves de l'homme-pétrole
- **Nicolas Hatzfeld:** Les frères Bonneff, reporters du travail
- **Mylène Stambouli,** avocate, sur le durcissement des lois contre les migrants
- **Michèle Audin:** Paris, boulevard Voltaire

**Présentation de livres:** *Les Carnets de la Révolution russe*, de Nikolaï Soukhanov \* *Seuls les fous n'ont pas peur*, de Georg Scheuer \* *Sur les piquets de grève, les femmes dans la grande grève des mines de l'Arizona de 1983*, de Barbara Kingsolver \* *Vendus contre des obus*, d'Alexei Kozlov \* *Les Écrits militaires de Léon Trotsky*, par Jean-Jacques Marie \* *Banjo*, de Claude McKay

## Et encore

- **L'Arboretum**
- **Les librairies**
- **Le Parcours dans les arbres**
- **Le Chapiteau scientifique**
- **La Cité des Arts**
- **Le Préhisto-parc**
- **Les deux cinémas**
- **Les expositions**
- **Les forums politiques**
- **Le Carrousel de la Connaissance: Luttes de classes et démocratie**

## Au Village médiéval

Forge médiévale, calligraphie, vannerie, travail du bois, herboristerie, travaux d'aiguille, démonstrations de techniques de combat, de lutte ou de dague...

• **Spectacles:** le Procès du cochon, les Voleurs de feu, escrime médiévale, jeux médiévaux, acrobatie, jonglerie...

• **Lecture:** poèmes de François Villon, Charles d'Orléans, Christine de Pisan...

• **Conférences** avec des historiens :

**Cyril Marconi,** le développement de la justice pénale dans les villes du Moyen Âge

**Julie Pilorget,** les femmes au Moyen Âge

**William Blanc,** le mythe du roi Arthur, d'hier à aujourd'hui - Robin des Bois, histoire et légende

**Matthieu Scherman,** le travail au Moyen Âge



## Côté pratique

La fête se déroule à Presles, dans le Val-d'Oise, le week-end de la Pentecôte: le samedi 27 de 11h à 23h, puis sans interruption du dimanche 28 à 9h jusqu'au lundi 29 mai à 20h.

### La carte d'entrée

La carte est valable pendant les trois jours de la fête. Elle coûte 20 euros en prévente, 25 euros sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

### Les bons d'achat

Pour obtenir à l'avance 20% de réduction sur tous vos achats à l'intérieur de la fête, des bons d'achat sont disponibles. Vous les payez 4 euros pour 5 euros de pouvoir d'achat.

Renseignements, programme, vente de cartes et bons [fete.lutte-ouvriere.org](http://fete.lutte-ouvriere.org)



20€